

Trois genèses du démos

par Ludmilla Lorrain

Le populisme prétend défendre la cause du “peuple”. Mais qu’est-ce que le peuple? Selon G. Bras, il en existe plusieurs sortes, car il y a plusieurs manières de “faire peuple”.

À propos de : Gérard Bras, *Faire peuples*, Paris, Kimé, 2024, 204 p., 19 €, ISBN 978-2-38072-148-5.

La démocratie est le régime du peuple. Mais quel est ce peuple que l’on place à son fondement, et qui expose au reproche de *populisme* celui ou celle qui fait appel à lui ? Comme le suggère Gérard Bras dans son dernier ouvrage, *Faire peuples*, la difficile identification du peuple tient peut-être d’abord à l’univocité trompeuse du concept, qui masque que seuls existent *des peuples*. L’enquête nous invite donc à accepter que « l’essence du peuple » ne soit pas fixée, ni la polysémie du terme résorbée. Elle cherche ainsi à « savoir comment *faire peuple* », c’est-à-dire à comprendre « comment une multitude peut-elle être unifiée ou s’unifier en un peuple » (p. 9), passant d’une *collection* d’individus épars à un *collectif* démocratique. Bras cherche donc à identifier ces manières d’être peuples qui soutiennent la délibération collective en vue de produire un monde commun.

« L’enjeu, souligne-t-il en outre, est politique » (p. 9) : alors que la tradition républicaine abandonne à l’extrême droite la référence au peuple, comprendre comment fonctionne ce signifiant par nature instable doit permettre de déterminer « *quel peuple*, actuellement manquant, il est nécessaire de constituer, en vue de réactiver le processus de démocratisation mis à mal par un néolibéralisme autoritaire faisant le lit d’un ethno-nationalisme postfasciste » (p. 9). Quelles pratiques font donc advenir

une multitude unifiée par un lien démocratique, et non par une autorité transcendante émanant du souverain ? Alors que l'idée de peuple semble avoir quitté la scène démocratique et que tout conflit social est rejeté *hors* du domaine politique, Bras souhaite rouvrir l'horizon de l'émancipation sociale et politique. L'ouvrage se distingue ainsi autant par l'éclairage qu'il jette sur le fonctionnement du concept de peuple que par la force d'une proposition de redéfinition de la démocratie qui rend à l'émancipation individuelle et collective sa centralité, loin de la réduction de cette forme politique à une norme juridique et constitutionnelle.

« Le vrai peuple n'existe pas »

La thèse centrale du livre est que le peuple n'existe pas (p. 47). Seules existent des entités collectives formant autant de manières différentes d'être peuple, qui ne perdurent qu'à condition que des médiations opèrent leur pérennisation. En d'autres termes, le peuple n'est naturalisé qu'à la faveur d'un *habitus* qui se fixe jusqu'à faire oublier le caractère contingent de cet être commun. L'une des dimensions d'existence objectivée d'un peuple tient en particulier à la performativité de sa désignation, ce qu'établit Bras dès le premier chapitre. Dire par exemple que « le peuple algérien a conquis son indépendance en juillet 1962 » (p. 17) ne vise pas à rendre compte d'une réalité historique – on sait bien que tous et toutes n'ont pas effectivement pris part au soulèvement contre l'État français –, mais produit l'unité de ce peuple dans le discours qui le désigne comme *un*. Elle sera par la suite relayée dans ces « récits construits, devenus "évidents" et racontés dans une langue commune, dans les manuels scolaires, les romans, les ouvrages savants, les chansons, les films, les matches de foot », tous ces relais qui, au fil du temps, « rendent cet imaginaire réel » (p. 18).

L'unité d'un peuple lui vient donc tantôt du dedans, tantôt du dehors, marquant l'instabilité de sa persistance qui oscille entre émancipation et assignation. Bras le met en évidence à l'aide d'une séquence des *Temps modernes* où le geste de Chaplin saisissant un drapeau rouge tombé d'un camion pour le rendre au conducteur se transforme en médiation qui incarne l'unité du cortège de chômeurs qui croisent son chemin par hasard. « Le geste, souligne Bras, insignifiant en lui-même, électrise cette multitude en une masse dotée d'une puissance matérielle qui ne tarde pas à se heurter à la police, en la dotant d'un symbole qui incarne sa protestation et sa colère » (p. 21). Le drapeau brandi par Charlot fait de lui le leader involontaire d'une multitude dont il objective l'unité, et que la police requalifie bientôt en foule qu'il faut disperser.

C'est ce processus qu'il s'agit d'identifier à l'œuvre dans les démocraties contemporaines, où le peuple devient si souvent foule irrationnelle sous l'effet des assauts conjugués des tenants du néolibéralisme, qui défendent qu'il faudrait lui inculquer les vertus du consensus, de la discussion rationnelle et de l'expertise, et de ceux des « populistes », qui l'exhortent dans son caractère de foule en colère. Aussi le peuple national adossé à un État dont le pouvoir s'étend sur un territoire et une population n'est-il ni le *vrai peuple*, ni le seul. Il est une des manières d'être peuple, s'incarnant dans « une dramaturgie » faite de relais institutionnels dont le répertoire se déploie sur une des « scènes du peuple ». La scène se présente ainsi comme l'espace de projection de la multitude en peuple, selon des modalités divergentes que l'ouvrage se propose d'analyser.

Les scènes du peuple et leur dramaturgie

Bras distingue trois manières de « faire peuple ». La première relève d'une scène nommée « faire pays » : on la comprend depuis la galaxie conceptuelle qui mobilise les idées d'*ethnos*, de mère-patrie et de fierté *nationale*. Elle tient sur l'idée d'un peuple d'égaux unis par une histoire et une géographie dont le partage sert d'abord à tracer la frontière entre *eux* et *nous*. Construite sur fond « d'imaginaire national-populaire (Gramsci) » (p. 57), elle induit en outre un fort sentiment d'appartenance à la « communauté des vivants et des morts » (p. 57) et recouvre parfois le peuple *demos*. Parce qu'elle renvoie au peuple national, « cette représentation contribue à inventer, aux deux sens du terme, un peuple, à donner à croire, à travers le récit national, en l'existence transhistorique de l'identité d'un peuple-nation, d'un *ethnos*, voire, dans une version raciste, d'un *genos* » (p. 70). On voit par-là la fragilité du sens de la persistance des manières d'être peuple.

La seconde *manière* d'être peuple renvoie quant à elle à l'être citoyen-ne. Cette scène est appelée « urnes-parlement » : elle figure la constitution du peuple dans le pacte social par lequel il se donne simultanément la loi qui l'organise et le souverain qui le représente. Bras la construit sur la base de relectures de Hobbes et de Rousseau qui lui permettent de montrer comment l'unité du peuple est pensée via l'obéissance au souverain auquel il doit tout, y compris sa vie, justifiant au passage que toute multitude désobéissante soit une foule, et que l'émancipation populaire soit réduite à « la soumission à la souveraineté étatique » (p. 76). Il montre ainsi qu'à faire de l'État l'*anima* du peuple, on crée de l'un à l'autre une relation de domination qui conditionne

l'existence du second à la puissance du premier. C'est ainsi que s'ancre l'idée que les membres du peuple souverain posséderaient une souveraineté précédant le pouvoir de leurs gouvernants, sans qu'elle ne puisse jamais être utilisée *en acte*, ce qui produit l'illusion d'un pouvoir politique harmonieux, partagé et non-asymétrique. En d'autres termes, souligne l'auteur, « la dramaturgie du Peuple souverain occulte les arcanes réels du pouvoir, tenus par un personnel spécialisé échappant à ce qui donne apparence à l'autolégislation, le contrôle citoyen sur les élus au moyen de la reddition des comptes lors des consultations régulières » (p. 100). Il faut pourtant que cette illusion de l'autolégislation soit mise à jour pour que la « question réelle » puisse être posée : si la domination est jusqu'à un certain point inévitable dès lors que nous avons affaire à du pouvoir, alors « quel mode de domination peut rendre possible une manière d'être démocratique » (p. 101) ?

Manières d'être d'un peuple démocratique

Ces deux manières d'être peuple ont ainsi en commun de ramener à toute force la multitude à l'Un, comme s'il fallait coûte que coûte soustraire nation et souverain au « peuple *impur* » et à son irréductibilité. Ce peuple occupe la troisième scène identifiée par Bras, celle où « la multitude envahit le plateau » (p. 107), la scène de « la rue » ou du « comité ». Le peuple y est « en acte », « non pas au sens où il aurait été préalablement en puissance, mais au sens où il est tout entier dans les actes à travers lesquels il s'expose à la puissance de la multitude » (p. 116). À l'instar du peuple de 1789, le peuple de cette troisième scène se voit peuple, revendique des droits en conséquence, et rappelle le pouvoir *constituant* de la multitude. Il ouvre ainsi des brèches et des possibles. La force du sentiment d'injustice qui l'anime menace toutefois de se retourner en vengeance ou en ressentiment que sauront capter les partis fascistes ou fascisants. Aussi l'auteur souligne-t-il que « la difficulté devant laquelle se trouve un art politique de l'émancipation c'est de réussir à réorienter ce désir indigné de vengeance en *desiderium*, désir patient ou suspendu cherchant à obtenir des droits garantis, des libertés, là où le ressentiment cherche à instaurer des interdits contre ceux qui sont objet de haine » (p. 142). La question de la persistance se pose donc encore, car quand bien même ces peuples éviteraient la disparition, peuvent-ils éviter la captation ? Comment dès lors tenir le fil entre « unité et dispersion » (p. 170) ?

Voir comment ces peuples insurrectionnels peuvent offrir autre chose que des fulgurances perturbant un temps la régularité des deux autres scènes suppose de se

situer à leur intersection. C'est en effet dans le jeu ou l'écart entre l'*ethnos*, peuple souverain figé dans un État et une nation, et le *demos*, ou multitude agissante, que se logent les manières d'être peuple démocratiques. Dissociant de manière stimulante et originale peuple souverain et souveraineté populaire, Bras œuvre à déconstruire la systématisme de la soumission au pouvoir étatique comme obéissance que le peuple aurait toujours déjà voulue. Penser la possibilité d'une souveraineté populaire qui ne coïncide pas avec le peuple souverain lui permet ainsi de penser des formes de désobéissance légitimes sans qu'elles aient besoin d'être déjà constitutionnalisées. Il rend ainsi au conflit social son rôle politique, tout en montrant que l'écart du peuple et de la multitude ne saurait être résorbé, puisque s'y logent les potentialités les plus fécondes de nos régimes démocratiques. C'est depuis ces brèches en effet que les multitudes agissantes mettent en crise l'ordre démocratique institué, et lui signalent ses insuffisances – à la manière dont est régulièrement dénoncé le maintien des questions sociales, écologiques et féministes à la marge de la délibération collective.

On notera sur ce point le soin apporté par l'auteur à donner aux perspectives de genre et de race la place centrale qu'elles occupent dans les discussions contemporaines sur l'émancipation politique, quoique leur traitement le plus souvent à titre d'exemples ne permette pas tout à fait de rendre compte du caractère structurant de l'exclusion des minorités dans le processus de production de la modernité politique, comme l'ont notamment mis en évidence les travaux de Carole Pateman ou de Charles Mills. Reste que la proposition de Bras a ceci de puissant qu'elle affirme que l'on peut légitimement mettre en question la réification institutionnelle du régime démocratique, pour autant qu'elle empêche des politiques émancipatrices.

Le rôle central de la troisième scène se précise donc comme suit : elle permet aux groupes qui se constituent depuis la multitude de *ne pas rester sans voix*, y compris lorsqu'ils sont mis en minorité et ne satisfont pas aux critères de la « bonne » délibération. De la sorte seulement, « l'unification ne se mue pas en unité homogène supprimant les singularités ». Les multitudes sont au contraire « unifiées par un lien généré par le collectif lui-même, immanent à la pratique, produit par les relations qu'entretiennent ses membres » (p. 150). Cette scène peut donc devenir le lieu de la délibération collective où l'avenir est inventé. Et si l'on souhaiterait que l'auteur aille jusqu'à envisager pourquoi certain·es *sans-voix* ne parviennent pas à se constituer en scène, afin de penser les outils et leviers qui le leur permettraient, il faut souligner la force de cette manière de penser l'accès à la délibération comme manière d'être peuple démocratique : elle soutient en effet la légitimation des discussions de ces collectifs qui inventent des modalités nouvelles de l'agir en commun démocratique. Ainsi

comprend-on que « faire peuples, c'est faire advenir une manière d'agir en commun là où il n'y avait qu'une population dont l'administration s'occupait de gérer les flux, calmer les colères, obtenir son obéissance » (p. 187). À cet égard, si l'État de droit s'incarne dans un régime constitutionnel régulier, l'ouvrage de Bras nous rappelle que la politique démocratique le déborde, qui donne sens à l'émancipation en s'efforçant d'ouvrir et de maintenir des espaces depuis lesquels revendiquer de nouveaux droits et inventer de nouvelles formes d'organisation collective.

Publié dans lavedesidees.fr, le 24 juin 2026.